



Numéro PPQ/9281

vendredi 16 janvier 2015

## Les grands titres:

- La Cour pénale internationale ouvre un examen préliminaire de la situation en Palestine
- RDC : la MONUSCO réaffirme son soutien au gouvernement dans la lutte contre les rebelles du FPRI
- Nigéria : face aux « atroces tueries », l'ONU appelle à protéger les enfants
- Syrie : l'ONU lance un appel d'urgence à financer son plan hivernal
- Bangladesh : l'ONU préoccupée par la montée de la violence politique
- L'ONU se félicite de pourparlers libyens constructifs à Genève cette semaine
- Coupe d'Afrique des Nations : la FAO lance la campagne « Le football africain contre la faim »
- Ban Ki-moon au Salvador pour le 23e anniversaire des accords de paix
- Ebola : l'Envoyé de l'ONU se dit plus confiant mais juge nécessaire de rester vigilant

## La Cour pénale internationale ouvre un examen préliminaire de la situation en Palestine



La Procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda au Conseil de sécurité. Photo: ONU/Eskinder Debebe

**16 janvier** - La Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a ouvert vendredi un examen préliminaire de la situation en Palestine. Cette décision fait suite à l'adhésion, le 2 janvier 2015, du gouvernement palestinien au Statut de Rome, qui régit la CPI.

Parallèlement, ce même gouvernement a déclaré qu'il acceptait la compétence de la CPI s'agissant de crimes présumés commis « dans les territoires palestiniens occupés, notamment à Jérusalem-Est, depuis le 13 juin 2014 ».

« Un examen préliminaire n'est pas une enquête mais un processus consistant à examiner les informations disponibles afin de déterminer en toute connaissance de cause, s'il existe une base raisonnable pour initier une enquête au regard des critères posés par le Statut de Rome », a précisé la CPI dans un communiqué de presse. Le Bureau du Procureur « effectuera son analyse en toute indépendance et en toute impartialité ».

Le Statut de Rome n'impose aucun délai pour rendre une décision relative à un examen préliminaire. Le Bureau pourra décider, en fonction des faits et des circonstances propres à chaque situation, de continuer à recueillir des informations afin de rendre une décision dûment motivée en fait et en droit, d'ouvrir une enquête sous réserve, si nécessaire, d'une autorisation judiciaire, ou de ne pas en ouvrir une.

Le Bureau du Procureur de la CPI avait déjà conduit un examen préliminaire de la situation en Palestine lorsqu'il avait reçu, le 22 janvier 2009, une déclaration déposée par l'Autorité nationale palestinienne invoquant l'article 12 3. Il avait conclu, en avril 2012, que le statut de la Palestine à l'ONU en tant qu'« entité observatrice » l'empêchait de signer ou de ratifier le Statut de Rome et que, par conséquent, la Palestine ne pouvait pas non plus déposer de déclaration en vertu de l'article 12 3 qui lui aurait permis d'entrer dans son champ d'application.



Le 29 novembre 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution octroyant à la Palestine le statut d'« État observateur non membre » à l'ONU. Le Bureau du Procureur a estimé que bien que ce changement ne puisse valider rétroactivement la déclaration déposée en 2009 qui ne remplissait pas les conditions requises et qui avait été jugée non recevable, la Palestine serait en mesure d'accepter la compétence de la Cour à partir du 29 novembre 2012.

Le 2 janvier 2015, la Palestine a déposé son instrument d'adhésion au Statut de Rome auprès du Secrétaire général de l'ONU. Le Secrétaire général, agissant en tant que dépositaire, a accepté l'adhésion de la Palestine au Statut de Rome, qui est ainsi devenue le 123ième État partie à la CPI.

Le Bureau du Procureur de la CPI estime que, dans la mesure où le statut d'État observateur à l'ONU a été octroyé à la Palestine par l'Assemblée générale, il convient de considérer la Palestine comme un « État » aux fins de son adhésion au Statut de Rome.

## RDC : la MONUSCO réaffirme son soutien au gouvernement dans la lutte contre les rebelles du FPRI



**16 janvier** - Le chef de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), Martin Kobler a réaffirmé le soutien actif de la Mission au gouvernement congolais dans la lutte contre les rebelles du Front de résistance patriotique de l'Ituri (FPRI) qui sévissent dans le nord-est du pays.

« J'exprime toute ma solidarité et mon soutien au gouvernement dans sa lutte contre tous les groupes armés en République démocratique du Congo. Les combats actuels contre le Front de résistance patriotique de l'Ituri démontrent notre volonté à neutraliser tous ces groupes qui martyrisent la population congolaise. Tous les groupes armés doivent à présent comprendre que toute tentative d'utiliser les civils comme boucliers humains ne sera pas toléré », a déclaré Martin Kobler dans un communiqué de presse publié jeudi soir.

Une délégation des forces armées congolaises (FARDC) et de la MONUSCO a rencontré le 13 janvier 2015, dans la ville d'Aveba, les leaders du FPRI, pour discuter des conditions de leur reddition future mais aussi, de la libération des enfants soldats. Suite à l'échec des négociations avec le gouvernement, une opération conjointe a été lancée jeudi 15 janvier quand des miliciens du FRPI ont tenté de forcer le cordon de sécurité dressé par les FARDC.

« Je suis particulièrement scandalisé par l'utilisation d'enfants par le FRPI, c'est un crime de guerre. Je soutiens entièrement la position du gouvernement qui refuse toute impunité pour un tel crime. Ces enfants ont droit à un avenir », a conclu Martin Kobler.

Le FRPI a été créé en novembre 2002. Cobra Matata est devenu le chef du groupe en 2010, suite à sa désertion des FARDC. Depuis la création du groupe, ses miliciens sont présumés coupables de violations graves des droits de l'homme sur la population civile du district de l'Ituri et de trafic illégal de ressources naturelles. Germain Katanga, un des cadres du groupe, a été condamné en mars 2014 par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre perpétrés dans le district de l'Ituri en février 2003.

Le 3 novembre 2014, Cobra Matata, et près d'un millier de combattants, dont un tiers d'enfants, se sont rassemblés à Kabona, en territoire d'Irumu. Depuis ce développement, le leader du FRPI a manifesté son intention de se rendre aux FARDC sous réserve cependant, de nombreuses conditions.

Du 8 au 22 octobre 2014, l'Auditorat militaire de garnison de l'Ituri, appuyé par la MONUSCO, a effectué une enquête à large échelle sur les violations des droits humains commises par le FRPI. Ceci permettra de faire avancer les poursuites judiciaires contre les miliciens du groupe.

Pour sa part, l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, était vendredi en Afrique du

Sud, où il a discuté de la situation en RDC avec des responsables du gouvernement.

Les discussions avec les autorités sud-africaines ont porté "sur la nécessité d'agir de manière résolue contre les groupes armés dans l'est de la RDC, notamment contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et les Forces alliées démocratiques (ADF)", a souligné le bureau de l'Envoyé spécial dans un communiqué de presse.

## Nigéria : face aux « atroces tueries », l'ONU appelle à protéger les enfants



**16 janvier** - Les enfants grandissant dans le nord du Nigéria ont désespérément besoin de protection contre les violences répétées dont ils font l'objet, a déclaré vendredi la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, au terme d'une visite d'une semaine dans le pays.

Mme Zerrougui s'est rendue cette semaine au Nigéria pour évaluer les conséquences du conflit sur les enfants. A cette occasion, elle a rencontré les autorités fédérales du pays, les autorités de l'Etat d'Adamawa, les agences de l'ONU et des représentants de la société civile, dans le but de galvaniser les efforts de collecte et de vérification d'informations sur les violations graves commises à l'encontre des enfants nigériens.

A Yola, la capitale de l'Etat d'Adamawa, la Représentante spéciale a notamment rencontré des personnes déplacées en provenance de zones touchées par le conflit, y compris des enfants et des femmes.

« J'ai été témoin du choc et de l'incrédulité des personnes face à la dévastation subie par leurs communautés. J'ai vu le traumatisme dans les yeux des enfants. L'ampleur de leur souffrance va au-delà de ce que je m'attendais à trouver. Les personnes que je ai rencontrées demandent et méritent une protection d'urgence », a déclaré Mme Zerrougui.

Dans le nord du Nigéria, où sévissent les combats, plus de 900.000 personnes, dont beaucoup de femmes et d'enfants, ont fui leur domicile, a-t-elle précisé, ajoutant que plus de 300 écoles ont également été gravement endommagées ou détruites et des centaines d'enfants ont été tués, blessés ou enlevés.

« Tout au long de 2014, le conflit armé dans le nord-est du Nigéria a été l'un des plus meurtriers au monde pour les enfants », a déploré la Représentante spéciale, pointant du doigt une recrudescence spectaculaire de la violence, de l'enrôlement et de l'utilisation des enfants, parfois très jeunes, des enlèvements et des attaques contre les écoles. Mme Zerrougui s'est dite également préoccupée par des rapports faisant état de violence sexuelle contre les filles, y compris des mariages forcés et des viols.

« Le début d'année 2015 a apporté son lot de violence implacable avec l'attentat suicide épouvantable commis par une jeune fille qui serait âgée de dix ans à peine, tuant plusieurs personnes sur un marché à Maiduguri, mais également avec ce que certaines organisations considèrent comme l'attaque la plus meurtrière de Boko Haram à Baga », a ajouté la Représentante spéciale.

Parallèlement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a fait part, vendredi, de sa préoccupation concernant le retour de centaines de réfugiés au Nigéria depuis le Niger cette semaine, alors que le nombre de personnes fuyant les attaques des militants au nord du Nigéria a continué de croître en parallèle.

Lors d'une conférence de presse à Genève, un porte-parole du HCR, William Spindler, a exhorté les autorités des deux pays à faire cesser ces rapatriements.

« Etant donnée la situation sécuritaire instable dans l'Etat de Borno et les récentes attaques menées par les insurgés, le HCR est préoccupé par la nature de ces rapatriements et a demandé aux autorités de cesser cette opération jusqu'à ce qu'il y ait des mesures de protection appropriées et un cadre juridique entre le Nigéria, le Niger et le HCR », a expliqué William Spindler.

Les réfugiés fuyant les combats entre les militants et les forces gouvernementales au nord-est du Nigéria continuent d'arriver au Niger et au Tchad où « ils font des récits déchirants d'atroces tueries et de destruction », a-t-il ajouté.

« Une femme, qui a fui Baga avec ses cinq enfants et son mari, a expliqué avoir vu les insurgés écraser des femmes et des enfants avec leurs voitures, tirer sur des gens et utiliser des couteaux pour égorger des victimes en pleine rue. Elle estime que des centaines de personnes ont été tuées à Baga », a déclaré William Spindler.

Quelque 13.000 réfugiés nigériens sont arrivés dans l'ouest du Tchad depuis les attaques commises contre Baga dans la période allant du 3 au 7 janvier.

## Syrie : l'ONU lance un appel d'urgence à financer son plan hivernal



**16 janvier** - La tempête de neige qui vient de balayer le Moyen-Orient a eu des conséquences humanitaires désastreuses en Syrie, notamment sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays, a déclaré vendredi un responsable de l'ONU.

« L'hiver a aggravé les conditions de vie déjà précaires des Syriens qui luttent désormais pour trouver un abri et les moyens de se nourrir, de se vêtir et de protéger leurs familles contre les maladies », a déploré le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire en Syrie, Yacoub El Hillo.

A mesure que les conditions hivernales s'aggravent dans le pays, de plus en plus de personnes déplacées, en particulier celles qui s'abritent sous des tentes, dans des bâtiments en construction ou d'autres logements de fortune, seront exposées à des maladies dues au froid, a prévenu M. El Hillo.

Pour remédier à cette situation, l'ONU et ses partenaires ont lancé en octobre 2014 un plan hivernal de 206 millions de dollars afin de porter assistance à 3,3 millions de personnes à l'intérieur de la Syrie.

Dans le cadre de ce plan, plusieurs agences des Nations Unies, dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), secondés par le Croissant-Rouge arabe syrien (SARC) et plusieurs organisations non gouvernementales, ont ces derniers mois distribué des secours à des centaines de milliers de personnes à travers la Syrie, y compris des couvertures, des vêtements chauds, du carburant, des trousseaux d'hiver et une aide en espèces.

« Cependant, le plan hivernal reste sous-financé à hauteur de 70 millions de dollars », a déploré le Coordonnateur de l'action humanitaire en Syrie, un constat faisant pourtant suite à l'annonce par M. El Hillo, le 15 janvier, de 4 millions de dollars de financements supplémentaires pour la Syrie en provenance du Fonds d'intervention d'urgence (CERF), géré par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« Après quatre années de crise, la capacité des gens à faire face à l'adversité a considérablement diminué, et les besoins continuent de croître. Bien que la communauté internationale ait été généreuse, le financement n'a pas suivi le rythme d'augmentation des besoins. Un financement supplémentaire est nécessaire d'urgence pour permettre aux acteurs humanitaires d'apporter une assistance hivernale à plus de personnes en temps voulu », a appelé en conclusion M. El Hillo.

## Bangladesh : l'ONU préoccupée par la montée de la violence politique



**16 janvier** - La montée de la violence politique au Bangladesh, suite à l'échec d'une résolution pacifique des différends entre les deux principaux partis politiques du pays, est une source d'inquiétude majeure, a déclaré vendredi l'agence des Nations Unies pour les droits de l'homme.

« Nous sommes préoccupés par la perspective que la violence, qui s'est déjà traduite par des morts, des blessés et des troubles de l'ordre public, dégénère comme cela a été le cas lors de la campagne électorale en 2014 », a déclaré une porte-parole du Haut-Commissariat des

Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Ravina Shamdasani, à Genève.

L'agitation actuelle a débuté le 5 janvier, lorsque la formation de l'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), a appelé ses partisans à lancer un blocus des transports pour marquer l'anniversaire des élections de l'année précédente, boycottées par le BNP. Parallèlement, le gouvernement a imposé une interdiction des manifestations et a empêché les dirigeants du BNP de prendre part au mouvement. Depuis lors, plus d'une douzaine de personnes ont été tuées et des centaines blessées dans des affrontements entre les partisans des deux parties, ainsi que les forces de l'ordre. Un certain nombre de leaders de l'opposition ont également été arrêtés.

« L'utilisation effrénée d'incendies criminels contre des véhicules est particulièrement préoccupante », a ajouté la porte-parole du HCDH. « Un bus public bondé a été incendié mardi, tuant quatre personnes dont un enfant. Le même jour, un responsable du BNP a essuyé des tirs et sa voiture a été incendiée. Hier, une autre personne a été tuée dans l'incendie d'un bus à Kaliakoir, à environ 50 kilomètres au nord de Dacca », a-t-elle précisé.

« Nous exhortons tous les partis politiques à faire preuve de retenue et à mettre immédiatement un terme à la violence », a appelé Mme Shamdasani. « Nous appelons également les autorités à s'assurer qu'une enquête rapide, impartiale et efficace face la lumière sur tous les meurtres commis – indépendamment du fait qu'ils aient été commis par des acteurs étatiques ou non étatiques ».

Le gouvernement devrait s'assurer que la détention de leaders de l'opposition ne soit pas arbitraire, a par ailleurs déclaré la porte-parole du HCDH, ajoutant en conclusion que les mesures prises pour rétablir l'ordre doivent être menées en conformité avec les normes internationales en matière de droits de l'homme.

## L'ONU se félicite de pourparlers libyens constructifs à Genève cette semaine



**16 janvier** - Les participants au dialogue libyen organisé par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) ont conclu jeudi soir deux jours de discussions intensives au Palais des Nations à Genève visant à trouver des moyens de mettre fin à la crise politique, sécuritaire et institutionnelle que connaît leur pays.

« Ils ont exprimé leur engagement sans équivoque envers une Libye unie et démocratique régie par la primauté du droit et le respect des droits de l'homme », a souligné la MANUL dans un communiqué de presse. « Les discussions ont été constructives et menées dans une

atmosphère positive. Elles reflètent l'engagement sincère des participants à trouver un terrain commun ».

Les participants ont convenu, après de longues délibérations, d'un agenda prévoyant notamment de parvenir à un accord politique pour former un gouvernement consensuel d'unité nationale et de la nécessité d'arrangements de sécurité pour mettre fin aux combats et garantir le retrait progressif des groupes armés de toutes les villes libyennes afin de permettre à l'État d'affirmer son autorité sur les installations vitales du pays.

Selon le chef de la MANUL, Bernardino Leon, ce dialogue inter-libyen est un processus qui prendra du temps et sera difficile. Il a réaffirmé l'engagement de la MANUL à fournir le soutien nécessaire pour faire en sorte qu'un accord soit conclu.

Au cours des deux jours de discussions, les participants ont appelé toutes les parties à cesser les hostilités afin de créer un environnement propice au dialogue. Ils ont exprimé leur préoccupation face à la menace croissante posée par les groupes terroristes en Libye ou à l'étranger, soulignant la nécessité d'efforts concertés pour lutter contre la menace du terrorisme. Ils ont également discuté des mesures de renforcement de la confiance pour préserver l'unité nationale du pays et alléger les souffrances de la population libyenne.

Les participants au dialogue ont convenu de revenir à Genève la semaine prochaine pour un nouveau cycle de discussions. La Mission et les participants ont souhaité que tous les représentants invités, notamment ceux qui n'ont pas participé à ces pourparlers, se joignent aux discussions de la semaine prochaine.

Outre ces pourparlers politiques, d'autres discussions vont avoir lieu la semaine prochaine et dans les semaines à venir et comprendront des représentants des municipalités et des groupes armés, ainsi que des personnalités politiques, tribales et de la société civile, a indiqué la MANUL.

Les pourparlers interviennent alors que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a fait état vendredi d'une intensification des combats à Benghazi et dans d'autres villes de l'est de la Libye, ce qui a provoqué de nouveaux déplacements.

Le HCR estime que ces nouveaux déplacements de population portent le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays à environ 400.000. De plus, la Libye accueille près de 37.000 réfugiés et demandeurs d'asile de différentes nationalités dont les conditions humanitaires sont de plus en plus précaires.

## Coupe d'Afrique des Nations : la FAO lance la campagne « Le football africain contre la faim »



UN Photo/David Mutua

**16 janvier** - A l'occasion de la Coupe d'Afrique des Nations qui aura lieu du 17 janvier au 8 février 2015 en Guinée équatoriale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Confédération africaine de football lancent une campagne pour affirmer qu'il est possible de vaincre la faim en Afrique d'ici 2025.

Cette campagne intitulée « Le football africain contre la faim » compte sur la popularité mondiale de ce sport pour diffuser un message de solidarité : les pays africains peuvent vaincre la faim de notre vivant, mais ils ont besoin d'une action collective et du soutien populaire pour atteindre leur objectif.

« L'éradication de la faim nécessite un travail d'équipe et de la persévérance, les mêmes qualités que nous dévoilons sur le terrain les joueurs de la Coupe des Nations », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva. Une nutrition adéquate, a-t-il souligné, est primordiale pour atteindre les objectifs que l'on a décidé de se fixer, sportifs ou non.

« Le football rassemble des gens des quatre coins du continent et cela en fait la plateforme idéale pour appeler à la solidarité et rallier tous les peuples d'Afrique à notre effort commun pour aller plus loin dans la lutte contre la faim », a déclaré de son côté le Directeur de la communication à la FAO, Mario Lubetkin, lors d'une conférence de presse à Bata, en Guinée équatoriale.

Rien qu'en Afrique subsaharienne, 223 millions de personnes – soit un individu sur quatre – souffrent de sous-alimentation chronique. Cela entrave leur capacité à mener une vie saine et productive tout en empêchant l'Afrique dans son ensemble d'atteindre son plein potentiel.

Ce potentiel n'est pas négligeable. L'Afrique abrite sept des dix économies qui connaissent la plus forte croissance et sa population est la plus jeune de tous les autres continents. Dans le même temps, les marchés régionaux sont toujours dominés par les importations de produits alimentaires étrangers et les taux de chômage sont très élevés chez les jeunes. Investir dans le développement agricole aujourd'hui est de nature à insérer l'agriculture au cœur de la croissance inclusive. Cela entraînerait des répercussions positives sur l'emploi des jeunes et les moyens d'existence ruraux et aiderait à relever le défi consistant à nourrir une population mondiale croissante.

L'année dernière, les gouvernements africains réunis ont pris un engagement historique consistant à éradiquer la faim chronique d'ici 2025, en phase avec la campagne «Faim Zéro» de l'ONU.

Une étape importante dans cette direction a été franchie avec la création en 2013 du Fonds fiduciaire de solidarité pour l'Afrique, premier fonds africain pour l'Afrique, qui a jusqu'à présent permis de mobiliser quelque 40 millions de dollars (principalement de la Guinée Equatoriale et de l'Angola) pour des projets favorisant à la fois l'emploi des jeunes, la résilience des moyens d'existence dans les situations de crise, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et le soutien à la production alimentaire durable en vue d'éradiquer la faim.

## Ban Ki-moon au Salvador pour le 23e anniversaire des accords de paix



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,  
Photo ONU/Mark Garten

**16 janvier** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a participé vendredi au Salvador aux cérémonies commémorant le 23e anniversaire des accords de paix qui ont mis fin à la guerre civile dans ce pays.

Le chef de l'ONU a rencontré le Président Salvador Sanchez Ceren et des représentants de la société civile, a précisé son porte-parole.

Lors de sa rencontre avec le Président salvadorien, M. Ban a discuté de la structure de dialogue inclusif mise en place par le Président et du travail effectué par le Conseil national sur la coexistence et la sécurité des citoyens.

Les deux dirigeants ont également discuté de l'économie et des droits de l'homme, en particulier de la nécessité d'une plus grande autonomisation des femmes et du lancement par le gouvernement de son programme de développement sur cinq ans.

Le Secrétaire général a salué le Président pour l'élection du Salvador au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Ils ont également discuté de la lutte contre le changement climatique, du programme de développement post-2015 et des mécanismes de financement pour le développement.

Ban Ki-moon devait prononcer un discours devant l'Assemblée nationale du Salvador vendredi après-midi et rencontrer d'autres responsables du gouvernement.

## Ebola : l'Envoyé de l'ONU se dit plus confiant mais juge nécessaire de rester vigilant



**16 janvier** - L'Envoyé spécial des Nations Unies sur Ebola, Dr. David Nabarro, s'est déclaré davantage confiant concernant la lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest mais a prévenu qu'il fallait rester vigilant et déterminé afin de s'assurer de l'élimination de la maladie.

« Au cours des semaines passées, nous avons observé un grand changement, un sentiment de confiance », a dit Dr. Nabarro dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU jeudi après-midi. Ce changement « a commencé début décembre au Libéria, où certaines régions du pays qui avaient été très touchées ont signalé pratiquement zéro cas ».

Ceci a représenté un grand changement par rapport à la situation au mois d'août quand il a pris sa fonction. La situation était alors effrayante et incertaine.

Ces dernières semaines, la lutte contre l'épidémie s'est davantage concentrée sur l'identification des personnes les plus à risque, sur les personnes malades et sur les gens avec qui elles ont été en contact.

Ce travail d'enquête a permis de faire baisser le nombre de nouveaux cas d'Ebola et permettre d'approcher de zéro.

Pour maintenir ces progrès, le Dr. Nabarro a souligné combien il était important d'avoir des spécialistes expérimentés, qui peuvent surveiller attentivement ce qui se passe au sein de la population pour y répondre rapidement.

« Nous en avons besoin partout. Nous en avons besoin de centaines car nous devons trouver toute personne qui a Ebola et la maintenir sous surveillance et sous traitement quand elle tombe malade », a-t-il dit.

L'Envoyé spécial s'est félicité des efforts pour développer un vaccin contre Ebola. Selon lui, dès qu'un vaccin viable est approuvé, les professionnels de santé à risque devraient être les premiers vaccinés.

« Au cours des derniers mois, des centaines de professionnels de santé sont tombés malades et un trop grand nombre a fait le sacrifice ultime », a-t-il dit. « Je veux m'assurer que lorsque les vaccins seront disponibles, les professionnels de santé qui sont les plus menacés seront protégés ».